

HISTOIRE 20.mai.2019 // Les Crises

## « Europe: l'académisme contre l'Histoire » (3/6)

 [Académisme, Construction européenne](#)

Plan :

– Introduction

– « D'éminents historiens européens » contre le royaliste documenté Philippe de Villiers

– Un dossier historique « biaisé » par « d'éminents historiens européens »

- *Les fallacieuses origines de l'Union européenne*
- *Adenauer et les siens, de la vieille à la « nouvelle Allemagne »*
- *De la France « européenne » et « résistante » contre Pétain au triomphe des vichysto-américains ?*
- *L'oubli des « premières Communautés européennes »*
- **Jean Monnet « l'Américain » : une calomnie ?**
- *Le tandem Monnet-Schuman et la prétendue « bombe » du 9 mai 1950*
- *Robert Schuman calomnié ?*
- *Walter Hallstein, simple « non résistant » ?*

– Conclusion

### **Jean Monnet « l'Américain » : une calomnie ?**

Jean Monnet est le plus sévèrement et longuement mis en cause par Philippe de Villiers, et par conséquent le plus ardemment défendu par les « éminents historiens européens » : ils en traitent, dans trois paragraphes jonglant avec une chronologie très à trous, et dont le second est curieusement intitulé (intertitre, peut-être, du journal d'accueil ?) « Monnet et monnaie ».

Une jeunesse très anglo-américaine

Ils font silence sur la longue carrière financière britannique et américaine de ce fils d'un producteur de cognac, spectaculairement entamée avant 1914 et poursuivie à Londres même pendant la Première Guerre mondiale. Ce descriptif a pourtant été largement emprunté par de Villiers à la biographie d'un des signataires de la tribune, Éric Roussel, qui a naguère décrit la réputation « d'embusqué » qui faisait alors consensus dans les milieux dirigeants français (dont Clemenceau) sur le jeune Monnet<sup>1</sup> *Jean Monnet*, Paris, Fayard, 1996, où Villiers, *op. cit.*, a puisé pour son chapitre 3, « Mister Monnet of Cognac. » .

Les censeurs observent le même mutisme sur l'entre-deux-guerres de Monnet, résolument financier, plus que jamais anglo-américain ou plutôt de plus en plus américain : la reconstitution de ce cursus a pourtant été largement empruntée à Éric Roussel et à deux de ses compagnons de plume, Gérard Bossuat et Philippe Mioche<sup>2</sup> Villiers, *op. cit.*, chap. 5, « La mariée de la place Rouge », occasion de développements sur la volonté de concilier « la Révolution bolchevique et [...] la haute finance anglo-saxonne », sous la houlette de William Bullitt!, et chap. 6, « Le banquier américain », dont il ressort pourtant surtout que Jean Monnet était devenu nettement plus américain que français. .

### **Un Monnet, instrument de Washington en guerre contre de Gaulle**

Ces derniers ont, comme tous leurs pairs, préféré ici pratiquer l'iconolâtrie envers un Jean Monnet dont « [l]a proximité avec les Américains » aurait joué un rôle décisif dans « la victoire » alliée. Cette pieuse fantaisie a été empruntée aux très « européens » *Mémoires* de Monnet, mensongers, sur *toutes* les questions historiques traitées<sup>3</sup> *Mémoires*, Paris, Seuil, 1976, *passim*, et *infra*. J'ai été frappée dès l'époque de ma thèse par son traitement

mensonger des accords Blum-Byrnes, catastrophe qu'il qualifiait d'aubaine pour le relèvement de la France, *Marianne*, et divers travaux, dont « Négociation et signature des accords Blum-Byrnes (octobre 1945-mai 1946) d'après les archives du Ministère des Affaires étrangères », *revue d'histoire moderne et contemporaine*, juillet-septembre 1984, p. 417-447. Caractéristique qu'éclairaient les conditions peu scientifiques de leur fabrication, objet du chapitre 2 de Villiers, « Les coulisses du mythe ».

Non, l'« expertise [de Jean Monnet n'a en aucun cas] contribu[é] au succès du Victory Program, le programme économique rooseveltien de la victoire. » Monnet ne fut qu'un des très compréhensifs Européens accueillis ou maintenus à Washington pendant la guerre, qui n'étaient considérés que comme des instruments indispensables aux plans américains d'installation en Europe, pas des partenaires : aucun d'entre eux ne participa en tant que décideur à la conception et à la mise en place de ces vastes projets. L'atteste notamment la consultation des archives publiées américaines, les *Foreign Relations of the United States*, si incomplètes et riches en « documents non publiés » qu'elles soient<sup>4</sup>Dépouillées pour traiter la partie « américaine » des *Élites françaises, 1940-1944. De la collaboration avec l'Allemagne à l'alliance américaine*, Paris, Dunod-Armand Colin, 2016, liste des 7 vol., p. 477. .

C'est jouer avec les mots qu'affirmer que Monnet « n'a cependant jamais travaillé au secrétariat de Roosevelt. » Car il ne fut envoyé à Alger, le 23 février 1943, « qu'après des consultations avec la Maison-Blanche [à notre commune connaissance occupée par Roosevelt] et des conversations approfondies avec les Départements de la Guerre et d'État ». Monnet, « représentant du bureau des munitions présidé par Harry Hopkins », quitta Washington pour Alger avec pour mission formelle « d'informer régulièrement de ses impressions le Département d'État », et notamment un de ses tuteurs directs, Robert Murphy, éminent collaborateur, fort germanophile selon l'usage, de Roosevelt<sup>5</sup>Tél. 322 du secrétaire d'État Hull à Murphy, 23 février, *FRUS 1943*, II, p. 65. . Il lui fallait en effet imposer Giraud et chasser de Gaulle, trop rétif aux ambitions illimitées des États-Unis : c'était l'objectif obsessionnel de Washington, qui garantirait en sus un après-guerre doux aux hommes de Vichy (à l'égard desquels, pourtant, de Gaulle allait se montrer très compréhensif, bien qu'ils eussent passé leur temps à le traiter, jusqu'à la Libération, de pantin des « rouges »).

Roosevelt et ses représentants, à Vichy, à Alger et ailleurs, s'entendaient fort bien avec les piliers de Vichy, que la mission américaine antigauilliste de Monnet, flanqué de Robert Murphy, ne manqua pas de rassurer. L'avaient démontré, d'une part, les excellentes relations des Américains, jusqu'à la Libération (et après) avec Pétain et les siens, et, d'autre part, leur recours successif, depuis 1941, à une série d'éminences pétainistes pas précisément « démocrates », dans la perspective des changements français indispensables d'après-guerre.

Ce fut d'abord Weygand, déjà présenté, puis Giraud, « évadé de la forteresse de Königstein » à la mi-avril 1942, avec la complicité de certains Allemands déjà sensibles aux impératifs catégoriques de la *Pax Americana*. Mais les Américains préférèrent à l'automne 1942 de leur débarquement en Afrique du Nord une autre « potiche », candidat rêvé, vu la faiblesse politique que lui valait la haine de la majorité du peuple français, Darlan : cette canaille, tonna Churchill, « tourne casaque par goût du pouvoir et des postes, [donne] non seulement à la France mais à toute l'Europe l'impression que nous sommes prêts à passer accord avec les Quislings locaux »<sup>6</sup>Message de Churchill à Roosevelt et tél. Foreign Office (FO) à Campbell, 17 novembre, *FRUS 1942*, II, p. 445-447, et *Élites 1940-1944*, 2<sup>e</sup> partie, *passim*. . Churchill s'indignait surtout de l'anglophobie déclarée du favori des Américains et de sa soumission *perinde ac cadaver* à leurs exigences, parmi lesquelles la transformation imminente de Dakar en base aéronavale américaine. Après que Darlan eut été supprimé le 24 décembre 1942, Washington opta à nouveau pour Giraud, pas moins cagouillard que les deux précédents. Des démocrates contre le dictateur de Gaulle ?

Non, tous disposés, comme tout l'appareil de Vichy, à s'adapter sans murmure au programme d'après-guerre américain, le même qu'en 1918, impliquant notamment renonciation à l'empire colonial et acceptation d'une priorité de la « reconstruction allemande ». Un responsable de l'OSS ensuite passé à la CIA, William Langer (et antisoviétique en diable), l'avait reconnu<sup>7</sup>Langer, *Our Vichy gamble*, Amden, Archon Books, 1965 (1<sup>e</sup> édition, 1947), et *Choix*, index Langer. avant que les archives ne permettent d'aller plus loin. Jean Monnet ne « se ralli[a] » pas volontairement à de Gaulle, mais il fut contraint de se rallier verbalement au général, qu'il détestait aussi cordialement que ses chefs américains.

Car le général, bête noire de Washington, disposait de l'énorme soutien populaire qui faisait défaut au vichyste Giraud : c'est cet appui qui lui assura, juste après qu'il eut, le 9

juin 1943, rédigé sa lettre de démission. Habitué de longue date à dissimuler, pour l'usage français, sa vassalité américaine, Monnet n'en avait pas moins conservé un grand sens politique. Il fut un de ceux qui reconnurent, le 9 juin, que la partie était compromise : on pourrait sans doute, commenta-t-il, évincer de Gaulle « dans les semaines à venir sans provoquer d'émotion », mais sa démission « prématurée » aggraverait les choses : « Giraud serait incapable de rester au pouvoir plus de deux-trois mois, après quoi l'opinion publique française réclamerait » le retour de son rival. Il n'en « prépara » pas moins, comme requis, le remplacement de De Gaulle par Catroux, qu'un trio présumé gaulliste « Catroux, Philip et Massigli » mit au point avec Murphy et le général Georges, également en vain<sup>8</sup>Tél. 1081 et 1082 Murphy à Hull, 11 juin, et 1091 Murphy à Hull, 12 juin, *FRUS 1943*, II, p. 15. Il dut donc admettre l'inévitable avant Roosevelt, qui résista comme un beau diable jusqu'à la reconnaissance officielle d'octobre 1944. Mais les délégués du président des États-Unis à Alger lui conseillaient eux-mêmes de plus en plus vivement depuis l'été 1944, Murphy inclus, de se rallier à l'inévitable victoire de De Gaulle<sup>9</sup>Détails sur tout ce qui précède, *Élites 1940-1944*, chap. 6-9 et index (sur juin 1943, p. 341-342, sur la base des courriers *FRUS 1943*, II. .

Dans son ouvrage *L'Abîme 1939-1945* publié en 1982, le spécialiste des relations internationales contemporaines Jean-Baptiste Duroselle décrivit sinon le détail des interdits signifiés par Washington, du moins la franche hostilité contre un de Gaulle rétif à l'AMGOT<sup>10</sup>*L'Abîme 1939-1945*, Paris, Imprimerie nationale, 1982. Nul ne soupçonnait alors l'historien d'américanophilie, et à bon droit. Les archives, américaines, allemandes et françaises, attestent que Villiers n'a pas exagéré sur « les ordres » américains, non seulement intimés aux hommes politiques français mais répercutés sur la sphère académique qui leur était intimement liée. Sa démonstration, au chapitre 2 intitulé « Les coulisses du mythe », chronologie et documents à l'appui<sup>11</sup> *J'ai tiré*, chap. 2, et documents 1 à 3 (5 lettres). La révélation a mis les signataires en fureur, révèle le rôle d'organisateur académique des *Mémoires* de Monnet dévolu à Duroselle, et qu'il assumait sans faiblir : en fait foi la correspondance (1960-1966) entre Jean Monnet et ses tuteurs américains. J'ai pu moi-même constater en 1982 que le prestigieux historien ne censurerait pas son loyalisme envers Washington. Comme mon jury m'y avait invitée en novembre 1981, à la soutenance de ma thèse d'État, j'avais sollicité, par téléphone, Duroselle, alors directeur des éditions de la Sorbonne, de la publier, selon la tradition. Intitulée « *CGT et revendications ouvrières face à l'État, de la Libération aux débuts du Plan Marshall (septembre 1944-décembre 1947) – Deux stratégies de la Reconstruction* », elle décrivait l'extrême dépendance de la France envers les États-Unis après la Libération. Duroselle la qualifia de « politique » ou « communiste » et « anti-américaine », et me le signifia en termes violents : il *hurle* au bout du fil (un auditeur involontaire s'en rendit compte à une pièce de distance) que, tant qu'il occuperait ce poste, cette thèse « *ne serait jamais publiée aux éditions de la Sorbonne* ». Jean Bouvier, mon directeur de recherches, auquel j'avais, sidérée, conté ma mésaventure, commenta : « *ça ne m'étonne pas, c'est le plus américain des historiens français* »<sup>12</sup>Une thèse qui ne récusait pas la problématique de l'impérialisme américain était alors déjà classée « communiste », et impubliable ailleurs qu'aux Éditions sociales, où le fut la mienne. Les signataires, qui écrivent si volontiers des articles ou des livres en interviewant des « grands témoins » de l'Europe, ne contesteront pas *a priori* un témoignage que je certifie sur l'honneur. .

Le censeur de 1982 n'en était pas moins tenu de respecter certaines règles méthodologiques, impératives pour un historien de sa génération, règles qu'ont balayées les générations suivantes d'europhobes.

### « L'argent d'outre-Atlantique », une vieille affaire

Troisième grief, et pas le moindre vu son lien direct avec la question des « historiens de l'Europe » depuis la naissance de l'histoire officielle à laquelle sont voués tout ou partie de leurs travaux, « l'argent d'outre-Atlantique ». Nos « éminents historiens européens » jouent encore sur les mots en suggérant que « *le Comité d'action pour les États-Unis d'Europe (CAEUE), groupe de pression de Monnet [...] créé en 1955 (et pas en 1948!)* », aurait été le premier groupement américain venu au secours financier des « Européens ». Les archives américaines débusquées par Philippe de Villiers ne font que confirmer celles du Quai d'Orsay, ouvertes de longue date. « L'europhobe convaincu » n'a pas menti sur les liens initiaux et durables, non seulement de Monnet, mais aussi du ministre des Affaires étrangères Schuman, et de *tous* les « Européens » zélés, de la gauche anticommuniste à l'extrême droite, avec « *la Fondation Ford et l'American Committee on United Europe [ACUE], faux nez de la CIA* ». Or, l'ACUE, officiellement fondé en mars 1949, fut « *organisé dès le début de l'été 1948* »<sup>13</sup>Aldrich Richard, « OSS, CIA and European unity: The American Committee on United Europe, 1948-60 », *Diplomacy & Statecraft*, 8/1, 1997, p. 185 (184-227), et *infra*. et pas « *en 1955* », date de naissance officielle d'un de ses nombreux surgeons.

De deux choses l'une : ou Villiers dit vrai, et on ne voit pas en quoi son propos serait condamnable ; ou c'est faux, ce que n'osent écrire les censeurs : « *il n'y a rien de nouveau, car cela fait des années que les historiens le savent et le disent à leurs étudiants.* » Je n'ai pourtant pas gardé le souvenir d'une communication publique intense de mes collègues sur la question. « Des années » seulement ? Les sources déclassifiées dès les années 1970-1980 décrivaient la corruption politico-syndicale à échelle européenne publiquement fixée dès le congrès de l'AFL de novembre 1944<sup>14</sup>Détails rapportés, sources du Quai d'Orsay et bibliographie anglophone à l'appui : deux notes suivantes, dont mon article « Autour d'Irving Brown: l'AFL, le Free Trade Union Committee, le Département d'État et la scission syndicale française (1944-1947) », *le mouvement social*, avril 1990, p. 84-85 (79-118) .

Elle fut confiée, la guerre à peine finie, au délégué officiel en Europe du *Free Trade Union Committee* (FTUC) de l'*American Federation of Labor* (AFL), Irving Brown, second du pilier du FTUC Jay Lovestone : officiel leader syndicaliste, comme son chef homme des services secrets depuis la Deuxième Guerre mondiale au plus tard, il fut chargé par son syndicat et par les vrais décideurs et financiers de l'entreprise, le Département d'État et de ses services (OSS et autres services ayant précédé la CIA, puis CIA), de venir à bout, sous couvert d'action syndicale « démocratique » de la radicalisation qu'avaient provoquée la crise, la guerre et l'occupation allemande dans le mouvement syndical européen. Pour casser le syndicalisme combatif ou « communiste » et faire barrage au projet de Fédération syndicale mondiale incluant les syndicats soviétiques, Irving Brown inonda d'argent le syndicalisme anticommuniste d'Europe occidentale – sans oublier l'Europe orientale, où il agit prioritairement via les syndicats ouest-allemands. L'ensemble de ce sujet était dans les décennies 1980-1990 traité en langue anglaise, et le spécialiste britannique de la « Guerre froide » syndicale américaine Anthony Carew, lui a consacré une synthèse essentielle dès 1987<sup>15</sup>Carew, « The Schism within the World Federation of Trade Unions : Government and Trade Union Diplomacy », *International Review of Social History*, 1984, part 3, p. 297-335, et *Labour under the Marshall Plan*, Manchester University Press, 1987, et bibliographie anglophone citée dans mon article « Réflexion sur un ouvrage récent (1992) », 2 articles, *Cahiers d'histoire de l'institut de recherches marxistes*, 1994, <http://www.historiographie.info/bossuat.pdf>. Moi-même, invitée à un débat sur France Culture organisé par . Il n'avait alors guère droit de cité en France<sup>16</sup>Seuls en lice, Lacroix-Riz, *Le choix de Marianne: les relations franco-américaines de 1944 à 1948*, Paris, Éditions Sociales, 1986 (tiré d'une thèse d'État soutenue en 1981), réédition, Delga, 2019 ou 2020; « Autour d'Irving Brown » (reproduit in *Scissions syndicales*, n. suiv.), et l'Américain Irwin Wall, *L'influence américaine sur la politique française 1945-1954*, Paris, Balland, 1989 (traduit en français avait sa parution américaine) .

On sut aussi précocement que le Plan Marshall avait codifié et généralisé ces fonds de corruption contre les communistes et leurs organisations dites « satellites ». Ces fonds structurels, entièrement financés par les emprunteurs, étaient fournis par les « crédits de contre-valeur » 5, puis 10% du total des prêts Marshall, à titre de « dépenses administratives » des Américains, qui en avaient la complète maîtrise. Ils les nichèrent dans la rubrique « publicité » en faveur du Plan salvateur imposée à chaque « pays Marshall » par les accords bilatéraux signés. À partir de 1950, sans préjudice d'appartenance à d'autres rubriques, ces fonds furent officiellement affectés à la « hausse de la "productivité" supposée résulter de l'octroi des crédits américains<sup>17</sup>Réf. des deux notes précédentes et Lacroix-Riz, *Scissions syndicales, réformisme et impérialismes dominants, 1939-1949*, Montreuil, Le Temps des cerises, 2015, p. 87-249. . Carew vient d'ailleurs de livrer sur l'ampleur, *effarante*, de cette corruption, fruit de la collaboration intime entre le FTUC et la CIA, un nouvel ouvrage. Il évalue, pour nombre de centrales européennes, le tarif en dollars, à partir de 1945, des scissions syndicales et du retrait de la Fédération syndicale mondiale – tiers-monde inclus en poussant l'étude jusqu'à la fin des années 1960<sup>18</sup> *American Labour's Cold War Abroad*, Athabasca University Press, 2018. . On peut espérer qu'elle trouvera la traduction dont son premier ouvrage n'a pas encore bénéficié.

Les versements aux diverses catégories de pro-américains avaient commencé pendant la guerre. Allen Dulles, que Roosevelt avait envoyé dès novembre 1942 comme chef de l'OSS pour l'Europe, avec l'Allemagne pour cœur de mission, les distribuait à la « résistance » de gauche et de droite sur les seuls critères de l'anticommunisme et de l'antigaullisme : souvent avant les Français<sup>19</sup>Très approbateurs, et prétendant que le bénéficiaire des fonds Henri Frenay était gaulliste, mais très clairs sur l'importance des fonds Dulles, Belot Robert, Karpman Gilbert, *L'affaire suisse. La Résistance a-t-elle trahi de Gaulle?* Paris, Armand Colin, 2009, mais Péan Pierre, *Vies et morts de Jean Moulin*, Paris, Fayard, 1998, est formel sur l'incompatibilité entre le soutien de Dulles et le gaullisme; *Élites et Non-épuration*, index Dulles. , des historiens anglophones sérieux l'ont établi de longue date. Parmi eux, Frances Saunders, que Villiers ne mentionne pas, et qui a montré, plus nettement que ses pairs, que la « Guerre froide » culturelle – et politique , avait été

richement financée par Washington. Et que ces fonds étaient passés par le canal de la CIA, peu après sa naissance à l'été 1947, directement ou sous le couvert d'associations *faussement* privées, dont la Fondation Ford. Car celle-ci était bien, parmi d'autres comme les fondations Farfield, Rockefeller, Kaplan, etc., un « faux nez de la CIA » autant que « l'American Committee on United Europe » du tandem des intégristes catholique William Donovan, chef de l'OSS puis éminence grise de la CIA qu'il avait forgée<sup>20</sup>MM. Frank et Bossuat ont, dans leur nouvelle tribune du *Monde* contre Villiers le 17 avril menti par omission en définissant Donovan comme « l'homme qui a contribué à créer cette agence en 1947, sans en avoir jamais fait partie » : voir la récente synthèse de Waller Douglas, *Wild Bill Donovan: The spymaster who created the OSS and modern American espionage*, New York, Free Press (Simon & Schuster), 2011. , et protestant Allen Dulles<sup>21</sup>Saunders, *The cultural Cold War, passim*, référence par excellence, même les chercheurs qui la contestent, voir bibliographie citée dans « Impérialisme français et partenaires dominants »; Lucas Scott, *Freedom's war. The American crusade against the Soviet Union, 1945-56*, Manchester, Manchester University Press, 1999 .

Villiers n'a pas omis, en revanche, une autre référence, incontestable, sur les services secrets américains et britanniques, Richard Aldrich. Les travaux, formels, de ce dernier une partie d'un ouvrage issue d'un article antérieur spécifiquement consacré à l'ACUE « *OSS, CIA and European unity: The American Committee on United Europe, 1948-60* »<sup>22</sup>*The hidden hand : Britain, America, and Cold War secret intelligence*, London, John Murray, 2001, et « OSS, CIA and European unity », déjà cité. dressent Schuman et Monnet en féaux des États-Unis parmi les plus spectaculaires. La concurrence entre délégués étendus de la gauche anticommuniste à toutes les nuances de la droite était certes vive, en France et ailleurs : tous les « pères de l'Europe » occupent une place de choix dans le dispositif, Adenauer, Spaak, Léon Blum, Gasperi, Churchill, pour ne citer que ces vedettes du « Mouvement européen », tous cinq présidents d'honneur du Conseil de l'Europe. Aldrich n'a eu qu'à puiser dans la thèse sur les débuts du « Mouvement européen », de François-Xavier Rebattet, fils de Georges, secrétaire général dudit mouvement, soutenue à Oxford en 1962, mais ouverte au public seulement au début des années 1990.

Aldrich apparaît favorable ou, au pire, pas hostile, à l'entreprise américaine ou européenne-américaine autant que Rebattet (et nos « éminents historiens européens ») en la décrétant compatible avec des intérêts mutuels bien compris. Mais, sur cette convergence postulée entre « Européens » et Américains travaillant pour l'ACUE décrétés sincèrement « fédéralistes » et pro-« ONU », il ne présente aucune source<sup>23</sup>« OSS, CIA and European unity », p. 184-186. . Quand il se réfère aux archives, il confirme l'impitoyable article, centré sur Schuman et Spaak, du journaliste britannique Ambrose Evans-Pritchard, dans le *Daily Telegraph* du 19 septembre 2000, « *Euro-federalists financed by US spy chiefs* » : « *les dirigeants du Mouvement européen [ tels ] le visionnaire Robert Schuman et l'ancien premier ministre belge, Paul-Henri Spaak [ ] étaient tous traités par leurs bailleurs de fonds américains comme des stipendiés (hired hands). Le rôle des États-Unis fut géré comme opération clandestine [selon la norme habituelle des « opérations » de la CIA]. Les fonds de l'ACUE provenaient des fondations Ford et Rockefeller ainsi que de milieux d'affaires étroitement liés au gouvernement américain.* »<sup>24</sup>Evans-Pritchard, « *Euro-federalists financed by US spy chiefs* », *Daily Telegraph*, 19 septembre 2000; les travaux scientifiques ont montré que l'effort financier était assumé par les contribuables américains , voir en particulier Saunders et Scott Lucas, *Freedom's war, passim* et européens (via les fonds de contre-partie notamment, Lacroix-Riz, travaux cités sur le Plan Marshall). Aldrich, si « occidental » qu'il se revendique, n'a pas trouvé traduction française ?

Nos « éminents historiens européens » justifient tout en matière d'« argent d'outre-Atlantique », puisque l'« *aide américaine à Monnet, à Schuman, à [Henri] Frenay, à Force ouvrière et à d'autres syndicats, procède d'une mobilisation contre l'URSS.* » Ils nous livrent là leurs convictions politiques anticommunistes ou antisoviétiques et rappellent leur adhésion à la *Pax Americana* ou au *Bellum Americanum*. Ils ne nous démontrent pas que cette extrême dépendance, régulièrement signifiée par Washington en termes humiliants pour l'ego des intéressés, résulte d'une parfaite adéquation entre intérêts objectifs français et américains. D'ailleurs, si l'harmonie était si complète, pourquoi ces pratiques financières ont-elles été systématiquement dissimulées aux contemporains ?

**Par Annie Lacroix-Riz, professeur émérite d'histoire contemporaine à l'Université Paris 7.**

Nous vous proposons cet article afin d'élargir votre champ de réflexion. Cela ne signifie pas forcément que nous approuvons la vision développée ici. Dans tous les cas, notre responsabilité s'arrête aux propos que nous reportons ici. [Lire plus](#)

Notes

1. † Jean Monnet, Paris, Fayard, 1996, où Villiers, *op. cit.*, a puisé pour son chapitre 3, « Mister Monnet of Cognac. »
2. † Villiers, *op. cit.*, chap. 5, « La mariée de la place Rouge », occasion de développements sur la volonté de concilier « la Révolution bolchevique et [...] la haute finance anglo-saxonne », sous la houlette de William Bullitt!, et chap. 6, « Le banquier américain », dont il ressort pourtant surtout que Jean Monnet était devenu nettement plus américain que français.
3. † *Mémoires*, Paris, Seuil, 1976, *passim*, et *infra*. J'ai été frappée dès l'époque de ma thèse par son traitement mensonger des accords Blum-Byrnes, catastrophe qu'il qualifiait d'aubaine pour le relèvement de la France, *Marianne*, et divers travaux, dont « Négociation et signature des accords Blum-Byrnes (octobre 1945-mai 1946) d'après les archives du Ministère des Affaires étrangères », *revue d'histoire moderne et contemporaine*, juillet-septembre 1984, p. 417-447.
4. † Dépouillées pour traiter la partie « américaine » des *Élites françaises, 1940-1944. De la collaboration avec l'Allemagne à l'alliance américaine*, Paris, Dunod-Armand Colin, 2016, liste des 7 vol., p. 477.
5. † Tél. 322 du secrétaire d'État Hull à Murphy, 23 février, *FRUS 1943*, II, p. 65.
6. † Message de Churchill à Roosevelt et tél. Foreign Office (FO) à Campbell, 17 novembre, *FRUS 1942*, II, p. 445-447, et *Élites 1940-1944*, 2<sup>e</sup> partie, *passim*.
7. † Langer, *Our Vichy gamble*, Amden, Archon Books, 1965 (1<sup>e</sup> édition, 1947), et *Choix*, index Langer.
8. † Tél. 1081 et 1082 Murphy à Hull, 11 juin, et 1091 Murphy à Hull, 12 juin, *FRUS 1943*, II, p. 15.
9. † Détails sur tout ce qui précède, *Élites 1940-1944*, chap. 6-9 et index (sur juin 1943, p. 341-342, sur la base des courriers *FRUS 1943*, II).
10. † *L'Abîme 1939-1945*, Paris, Imprimerie nationale, 1982
11. † *J'ai tiré*, chap. 2, et documents 1 à 3 (5 lettres). La révélation a mis les signataires en fureur.
12. † Une thèse qui ne récusait pas la problématique de l'impérialisme américain était alors déjà classée « communiste », et impubliable ailleurs qu'aux Éditions sociales, où le fut la mienne. Les signataires, qui écrivent si volontiers des articles ou des livres en interviewant des « grands témoins » de l'Europe, ne contesteront pas *a priori* un témoignage que je certifie sur l'honneur.
13. † Aldrich Richard, « OSS, CIA and European unity: The American Committee on United Europe, 1948-60 », *Diplomacy & Statecraft*, 8/1, 1997, p. 185 (184-227), et *infra*.
14. † Détails rapportés, sources du Quai d'Orsay et bibliographie anglophone à l'appui : deux notes suivantes, dont mon article « Autour d'Irving Brown: l'AFL, le Free Trade Union Committee, le Département d'État et la scission syndicale française (1944-1947) », *le mouvement social*, avril 1990, p. 84-85 (79-118).
15. † Carew, « The Schism within the World Federation of Trade Unions : Government and Trade Union Diplomacy », *International Review of Social History*, 1984, part 3, p. 297-335, et *Labour under the Marshall Plan*, Manchester University Press, 1987, et bibliographie anglophone citée dans mon article « Réflexion sur un ouvrage récent (1992) », 2 articles, *Cahiers d'histoire de l'institut de recherches marxistes*, 1994, <http://www.historiographie.info/bossuat.pdf>. Moi-même, invitée à un débat sur France Culture organisé par
16. † Seuls en lice, Lacroix-Riz, *Le choix de Marianne: les relations franco-américaines de 1944 à 1948*, Paris, Éditions Sociales, 1986 (tiré d'une thèse d'État soutenue en 1981), réédition, Delga, 2019 ou 2020; « Autour d'Irving Brown » (reproduit in *Scissions syndicales*, n. suiv.), et l'Américain Irwin Wall, *L'influence américaine sur la politique française 1945-1954*, Paris, Balland, 1989 (traduit en français avant sa parution américaine).
17. † Réf. des deux notes précédentes et Lacroix-Riz, *Scissions syndicales, réformisme et impérialismes dominants, 1939-1949*, Montreuil, Le Temps des cerises, 2015, p. 87-249.
18. † *American Labour's Cold War Abroad*, Athabasca University Press, 2018.
19. † Très approbateurs, et prétendant que le bénéficiaire des fonds Henri Frenay était gaulliste, mais très clairs sur l'importance des fonds Dulles, Belot Robert, Karpman Gilbert, *L'affaire suisse. La Résistance a-t-elle trahi de Gaulle?* Paris, Armand Colin, 2009, mais Péan Pierre, *Vies et morts de Jean Moulin*, Paris, Fayard, 1998, est formel sur l'incompatibilité entre le soutien de Dulles et le gaullisme; *Élites et Non-épuration*, index Dulles.
20. † MM. Frank et Bossuat ont, dans leur nouvelle tribune du *Monde* contre Villiers le 17 avril menti par omission en définissant Donovan comme « l'homme qui a contribué à créer cette agence en 1947, sans en avoir jamais fait partie » : voir la récente synthèse de Waller Douglas, *Wild Bill Donovan: The spymaster who created the OSS and modern American espionage*, New York, Free Press (Simon & Schuster), 2011.
21. † Saunders, *The cultural Cold War*, *passim*, référence par excellence, même les chercheurs qui la contestent, voir bibliographie citée dans « Impérialisme français et partenaires dominants », Lucas Scott, *Freedom's war. The American crusade against*

*the Soviet Union, 1945-56*, Manchester, Manchester University Press, 1999

22. ↑ *The hidden hand : Britain, America, and Cold War secret intelligence*, London, John Murray, 2001, et « OSS, CIA and European unity », déjà cité.
23. ↑ « OSS, CIA and European unity », p. 184-186.
24. ↑ Evans-Pritchard, « Euro-federalists financed by US spy chiefs », *Daily Telegraph*, 19 septembre 2000; les travaux scientifiques ont montré que l'effort financier était assumé par les contribuables américains , voir en particulier Saunders et Scott Lucas, *Freedom's war, passim* et européens (via les fonds de contre-partie notamment, Lacroix-Riz, travaux cités sur le Plan Marshall).